

Arrêt

n° 309 103 du 28 juin 2024
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître I. SIMONE
Rue Stanley 62
1180 BRUXELLES

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LA PRESIDENTE F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 9 août 2023, par X, qui se déclare de nationalité marocaine, tendant à la suspension et l'annulation « d'une décision d'ordre de quitter le territoire/ demandeur d'asile/annexe 13quinquies », prise le 11 juillet 2023.

Vu le titre 1er *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite « la loi » ci-après.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 11 avril 2024 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée.

Vu la demande d'être entendu du 15 avril 2024.

Vu l'ordonnance du 27 mai 2024 convoquant les parties à l'audience du 21 juin 2024.

Entendu, en son rapport, V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me E. DARESHOERI *loco* Me I. SIMONE, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me I. SCHIPPERS *loco* Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Le présent recours est dirigé contre un ordre de quitter le territoire – demandeur de protection internationale (annexe 13quinquies), délivré à l'encontre du requérant le 10 juillet 2023.

2. Dans son recours, le requérant prend un moyen unique de « la violation de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980. Des articles 2 et 3 de la loi du 29.07.1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de la motivation absente, inexacte ou insuffisante, des articles 3 et 8 CEDH ».

3. Sur le moyen unique, le Conseil rappelle que pour être recevable à introduire un recours en annulation, le requérant doit justifier d'un intérêt à agir, lequel doit être personnel, direct, certain, actuel et légitime. Or, il ressort du dossier administratif que le requérant s'est vu délivrer antérieurement des ordres de quitter le territoire devenus définitifs et exécutoires, aucun recours n'ayant été introduit devant le Conseil à leur encontre ou le recours introduit à leur égard devant le Conseil ayant été rejeté.

En l'espèce, il y a lieu de constater que, quand bien même la mesure d'éloignement contestée serait annulée, cette annulation n'aurait pas pour effet de suspendre l'exécution des ordres de quitter le territoire antérieurs qui pourraient être mis à exécution par la partie défenderesse.

Le requérant n'a dès lors en principe aucun intérêt au présent recours.

Le requérant pourrait cependant conserver un intérêt à ce recours en cas d'invocation précise, circonscrite et pertinente de la violation d'un droit fondamental sur la base duquel il existerait des raisons de croire à un risque de traitement contraire à l'un des droits garantis par la CEDH, dès lors que l'annulation qui pourrait résulter de ce constat, empêcherait *de facto*, de mettre à exécution tout ordre de quitter le territoire antérieur.

En termes de requête, le requérant invoque la violation de l'article 3 de la CEDH et soutient ce qui suit: « [...] En l'espèce, [il] dit être atteint de l'Hépatite (*sic*) B dans sa demande de séjour. Et le dossier administratif dévoile le dépôt d'un Rapport (*sic*) médical du 21 mars 2019 et une consultation en stomatologie le 31 décembre 2021. [Il a] aussi fourni un document médical à l'O.E. Le risque de violation de l'article 3 n'étant pas abordé par l'acte attaqué. L'acte attaqué ne disant pas en quoi ces éléments médicaux ne sont pas pris en considération. La motivation de l'acte attaqué est donc insuffisante. Car il ne s'agit pas ici de répondre aux motifs des motifs mais à un élément dit comme circonstance exceptionnelle. Ce seul constat suffit à justifier l'annulation de l'acte attaqué ».

En l'occurrence, le Conseil relève que la partie défenderesse a mentionné dans la décision entreprise que « [...] Lors de son interview à l'Office des Etrangers pour sa 1^{ière} et 2^{ème} Demande de Protection Internationale, l'intéressé déclare être en bonne santé.

Par mail daté du 03.02.2023, l'assistante sociale informe que l'intéressé ne s'est pas présenté à son rendez-vous prévu le 30.01.2023 pour des raisons de santé.

Dans le cadre de sa procédure 9 bis, l'intéressé dépose un rapport médical établi le 21.03.2019 et un rendez-vous en consultation stomatologie pour le 31.12.2021.

L'intéressé a fourni un document médical à l'OE. Toutefois, l'OE n'est pas en possession des d'informations médicales à jour permettant de conclure que l'intéressé est actuellement dans l'incapacité de voyager. De plus, l'article 74/14 stipule que, si nécessaire, le délai pour quitter le territoire peut être prolongé afin de tenir compte des circonstances propres à sa situation. Si l'intéressé ne peut être éloigné pour des raisons médicales, c'est à l'intéressé-même d'en informer l'OE et de fournir les documents médicaux le justifiant. Le dossier ne contient aucune demande 9ter ».

Il ressort de ce qui précède que le requérant n'est pas fondé à soutenir que « L'acte attaqué ne disant pas en quoi ces éléments médicaux ne sont pas pris en considération. La motivation de l'acte attaqué est donc insuffisante ».

Pour le surplus, le Conseil rejoint la partie défenderesse en ce qu'elle soutient en termes de note d'observations qu'« Il ressort de la motivation reproduite ci-avant que contrairement à ce que soutient la partie requérante, les éléments médicaux qu'elle a fait valoir auprès de la partie adverse ont été analysés mais qu'aucun d'eux ne démontraient une incapacité à voyager, ce qu'elle ne conteste pas.

Son argument selon lequel la motivation est insuffisante « [c]ar il ne s'agit pas ici de répondre aux motifs des motifs mais à un élément dit comme circonstance exceptionnelle » est incompréhensible et, à tout le moins, ne vise pas l'acte attaqué, de sorte qu'il est irrecevable. Partant, la partie requérante ne peut davantage reprocher à la partie adverse de ne pas avoir examiné le risque de violation de l'article 3 de la CEDH eu égard à son état de santé.

Si la partie requérante vise risque (*sic*) de violation de l'article 3 de la CEDH pour une autre cause, force est de constater qu'elle ne décrit pas en quoi ledit risque consisterait ni ne démontre qu'il atteindrait le seuil de gravité requis par cette disposition.

Or, pour rappel, il est de jurisprudence constante que la partie requérante doit établir *in concreto* dans quelle mesure un retour au pays d'origine constituerait une mesure suffisamment grave pour constituer un traitement inhumain ou dégradant au sens de l'article 3 de la CEDH ».

Dans sa requête, le requérant se prévaut également de la violation de l'article 8 de la CEDH et fait valoir ce qui suit : « [...] Rien ne permet de ne pas soutenir que l'exécution de la décision d'ordre de quitter le territoire serait disproportionnée par rapport à l'ingérence qu'elle pourrait constituer dans [sa] vie privée au vu des éléments ci-avant exposés. En occultant la vie privée menée par [lui] en Belgique, l'acte attaqué viole tout autant l'article 8 de la CEDH. La vie privée revêt en effet une connotation plus large et englobe les relations sociales nouées en Belgique ainsi que les autres éléments d'intégration ».

A cet égard, le Conseil rappelle que lorsque la partie requérante allègue une violation de la disposition précitée, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et/ou familiale qu'elle invoque, ainsi que la manière dont la décision attaquée y a porté atteinte.

En l'occurrence, quant à l'existence d'une vie privée dans le chef du requérant sur le sol belge, le Conseil relève qu'elle n'est aucunement explicitée ou un tant soit peu étayée et ne peut dès lors être retenue.

Partant, l'argumentation du requérant est dépourvue de pertinence.

4. Par conséquent, le requérant ne démontre pas son intérêt au présent recours lequel est dès lors irrecevable.

5. Entendu à sa demande expresse à l'audience du 21 juin 2024, le requérant se borne en définitive à réitérer certains éléments exposés dans sa requête et auxquels il a été répondu dans l'ordonnance susvisée du 11 avril 2024 mais ne formule cependant aucune remarque de nature à renverser les constats précités.

6. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-huit juin deux mille vingt-quatre par :

V. DELAHAUT,	présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,
A. IGREK,	greffier.

Le greffier	La présidente,
-------------	----------------

A. IGREK

V. DELAHAUT